



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGION
BRETAGNE**

Rennes, le 21 juillet 2021

Mes cher.e.s collègues,

Le virus qui nous empoisonne la vie n'a pas encore dit son dernier mot. C'est maintenant le variant delta qui nous contamine. Mais cette fois-ci, nous avons les armes pour le battre définitivement. Il est temps d'en finir et j'appelle toutes les Bretonnes et les Bretons à se faire vacciner. Nous pouvons déjà être fiers d'être la première région de France avec 60 % de la population qui a eu sa première dose. Soyons la première région de France à atteindre l'immunité collective.

Si le virus nous a rappelé que nous n'avons qu'une seule vie, le climat nous rappelle que nous n'avons qu'une seule planète. Je ne peux pas commencer mon discours sans parler des dérèglements climatiques meurtriers qui frappent notre monde, en Allemagne et en Belgique ces derniers jours, au Canada ces dernières semaines et, en réalité, un peu partout ces dernières années y compris en Bretagne. Les drames que vivent l'Allemagne et la Belgique avec plus de 160 morts démontrent qu'aucun pays, même l'un des plus riches, n'est à l'abri.

Autre exemple avec le Canada qui, après les records de chaleur de fin juin, est maintenant frappé par les incendies. Et si nous parlons des incendies canadiens aujourd'hui, je crois qu'aucun de nous n'a oublié ce qu'a traversé l'Australie il y a 18 mois.

Demain, la Bretagne peut être concernée par la violence brutale de tempêtes, par l'accélération du recul du trait de côte mais aussi par les conséquences du réchauffement climatique sur le Gulf Stream.

Si nous voulons rester une région de souveraineté alimentaire, une région où il fait bon vivre, nous avons la responsabilité d'agir et de prendre notre part.

Nous pouvons faire de l'écologie un projet de société enthousiasmant, un projet de justice sociale. Ce sera un axe majeur de ce mandat et je souhaite que sur cette question, nous réussissions dans cet hémicycle à nous réunir quand il le faut sans réduire notre ambition.

A ce titre, je salue les nouvelles ambitions de la Commission européenne en matière climatique. J'étais à Bruxelles la semaine dernière au moment de ces annonces. Elles peuvent nous servir de guide pour travailler et pour anticiper ce qui va arriver. Être leader de la transition est un enjeu de souveraineté pour l'Europe. Notre continent est passé en partie à côté de la révolution numérique et nous en payons aujourd'hui le prix en matière de maîtrise des données et d'emplois, ne passons pas à côté de la révolution écologique. Mais le seul prisme de la souveraineté et de la puissance économique n'est pas suffisant, il nous faut aussi porter un espoir, celui d'une vie meilleure dans tous nos territoires.

Il nous faut à chaque instant penser aux plus fragiles, aux plus démunis, mais aussi à cette classe dite « moyenne » qui s'inquiète pour son avenir et celui de ses enfants. Le Covid comme le climat nous ramènent à nous interroger sur ce qui fait l'essentiel de la vie. Cette réflexion devra aussi guider nos travaux dans les mois qui viennent.

Mes cher.e.s collègues,

La démocratie régionale est le sujet de cette deuxième session d'installation. A la fin, chacun sera à son poste et nous aurons définis nos grands principes de fonctionnement. Plus que d'organiser notre travail, l'ambition que je nous fixe est de participer à la recréation du lien avec les citoyens. Rester sourd à l'abstention n'est pas une option.

Je vous propose de construire un pacte de gouvernance qui s'appuie sur quelques principes :

- **La clarté par l'application du vote des électeurs et électrices qui ont donné des responsabilités à une majorité,**
- **Le respect de toutes les oppositions, de tous les groupes de cet hémicycle, l'écoute des savoirs, des expériences et des convictions. Respecter, c'est donner à chaque élu, chaque groupe la possibilité d'interpeller, de participer, d'enrichir les débats,**
- **L'efficacité parce que les citoyens attendent des résultats de nos discours,**

- **L'ouverture pour que notre Région ne soit jamais une institution hors-sol. Ouvrons les portes et les fenêtres de notre démocratie régionale, travaillons en collectif, recherchons le partenariat avec les citoyens.**
- **La transparence : de nos débats, de notre fonctionnement. Elle est non-négociable.**

Notre démocratie régionale est d'abord celle du Conseil régional avec, à la base, le conseiller ou la conseillère régionale que nous sommes, de la majorité ou de l'opposition. Les citoyens attendent de nous un engagement total et une exemplarité. Je vous propose de maintenir le même système de modulation des indemnités en fonction de l'assiduité. Il a fait ses preuves et a participé à faire de notre Région la première Région de France pour la présence de ses élus. Nous représentons toutes et tous beaucoup plus que notre groupe politique ou nos partis, montrons à chaque instant que nous sommes au travail.

Nos commissions sont essentielles et leur fonctionnement n'est pas qu'une affaire de règlement, il est d'abord une affaire d'engagement. Je souhaite qu'elles ne soient pas des chambres d'enregistrement mais qu'elles soient les lieux d'enrichissement des propositions de la majorité et d'émergence de nouvelles propositions. **J'ai annoncé lors de mon discours d'investiture la création d'une nouvelle commission dédiée à la jeunesse et la citoyenneté. Cette commission intégrera de droit des représentants du Conseil régional des jeunes. Nous sommes les premiers en France à faire cette proposition innovante.** Nous savons que la qualité des débats et des idées est d'autant plus forte quand nous ouvrons nos instances, en particulier à la jeunesse bretonne. L'accord unanime pour la gouvernance des commissions et une très bonne chose.

Pour ce qui est des réunions de notre assemblée régionale. Elles doivent être le lieu majeur des débats politiques et des décisions qui structurent toute l'action de la collectivité. Je suis d'accord pour enrichir l'ordre du jour de la session de sujets qui étaient débattus en commission permanente. Je partage l'avis que nous avons délégué trop de décisions et il nous faut trouver un nouvel équilibre appuyé sur l'expérience, sur vos propositions et amendements. Mais je serai ferme sur un point : nos débats doivent aboutir à des décisions qui sont ensuite mises en œuvre par la commission permanente. Pour renouer avec les citoyens, nous avons autant besoin de débats politiques que d'efficacité sur le terrain.

L'efficacité nous est permise par la flexibilité et la périodicité de la commission permanente qui attribue l'essentiel de nos aides soit des dizaines de milliers de décisions par an. Les bénéficiaires, nos concitoyens, ne doivent pas être la variable d'ajustement d'une organisation trop longue et trop lourde. **Et nous devons montrer en permanence que notre collectivité est réactive car je suis convaincu que la réactivité fait la crédibilité.**

Comme Président de notre assemblée, je m'engage à toujours chercher le meilleur équilibre entre le souffle de la démocratie qui doit vivre dans nos instances et l'efficacité de la mise en œuvre de nos décisions pour que les citoyens en voient les effets.

Mais n'oublions pas que notre démocratie régionale dépasse notre hémicycle. C'est aussi la manière dont nous travaillons avec les citoyens, les corps intermédiaires, les élus, cette manière à la bretonne de débattre et de mobiliser pour avancer ensemble.

Signe de confiance, j'ai annoncé que c'est avec le CESER que nous définirions notre futur indicateur de développement. Reconnaître le rôle des partenaires sociaux et des associations est aussi importante que de défendre leur liberté.

Signe de notre attachement à la démocratie sociale, je maintiendrai la conférence sociale qui a fait ses preuves lors de la crise Covid. Mais je souhaite aller plus loin et animer à l'échelle de chaque bassin de vie, ce dialogue social si indispensable pour réussir les transitions et sans relâche débattre des conditions de travail et du progrès social.

Signe de l'importance que nous voulons donner à la science, nous créerons un Haut Conseil Breton pour le climat qui réunira experts et scientifiques pour comprendre, anticiper, agir sur les effets du réchauffement climatique. Nous avons besoin de la science pour nous éclairer sur ce sujet, sortir de débats dépassés et avancer.

Dans les lycées, nous proposerons la création de budgets participatifs parce que beaucoup de l'avenir de notre démocratie dépend de la jeunesse bretonne.

Nous devons les intéresser et pas attendre qu'ils s'intéressent à nous. Et pour les intéresser, il faut commencer par les respecter, les écouter et partager les responsabilités. C'est aussi le sens de notre proposition que chaque lycée crée son propre média en lien avec les télévisions, radios et journaux régionaux. Nos établissements scolaires sont des espaces d'apprentissage et d'éducation populaire à la citoyenneté par l'essai, l'expérience, l'action.

Tout part de l'éducation. C'est à l'école, au collège, au lycée que l'on devient pour partie des citoyens. L'école doit rester le lieu de l'émancipation, du développement de l'esprit critique autant que de l'esprit civique. C'est une condition de notre liberté. Il y a beaucoup de chantiers à mener qui vont de l'éducation aux médias à l'éducation artistique et culturelle. Sur cette question civique, là encore la culture est une des réponses.

Notre démocratie régionale doit faire système avec tous les acteurs que j'ai cité et aussi en particulier avec les élus locaux. Le risque pour la Région, c'est de reproduire une sorte de « jacobinisme régional ». A l'inverse, notre relation aux élus locaux prendra de plus en plus d'importance avec le développement de nos partenariats avec les Maires et les intercommunalités. Ce réseau des élus a été décisif pendant la crise Covid pour prendre des décisions rapides et les mettre en œuvre. Je pense à la création du fonds Covid résistance ou plus récemment du pass asso. Cet esprit de réseau doit rester. De même que l'esprit d'expérimentation. Osons nous-mêmes faire plus d'expérimentations sur le terrain, avec les partenariats nécessaires, avant de dérouler une politique publique à vocation régionale.

Enfin, notre démocratie régionale doit se construire avec les citoyens.

Il est important de travailler sur tout ce qui peut rapprocher les citoyens de la décision publique. Dans cet esprit, nous créerons en fonction des sujets une chambre citoyenne dédiée qui donnera son avis en lien avec le CESER et le monde associatif.

Mais cette construction avec les citoyens commence par la façon dont nous devons concevoir nos politiques publiques. Le citoyen doit être le point de départ et le point d'arrivée de notre action. Nous devons l'écouter, construire avec lui nos dispositifs, recueillir sa satisfaction, mesurer avec lui les résultats.

Savoir combien de TER circulent et arrivent à l'heure est important mais le plus important est de savoir si nos usagers sont satisfaits ou pas de ce que nous leur proposons. Ce n'est ni plus ni moins que de garder à l'esprit que dans service public, il y a d'abord service.

Mes cher.e.s collègues,

Bien sûr notre démocratie régionale est imparfaite.

Ses limites territoriales n'intègrent pas encore la Loire-Atlantique.

Et les pouvoirs qui nous sont alloués sont incroyablement modestes par rapport à bien d'autres régions européennes. Les campagnes présidentielle et législative qui s'annoncent seront l'occasion de faire bouger notre vieux pays.

Si nous ne montrons pas à nos concitoyens une remise en cause, si nous restons arcaboutés sur des fonctionnements démocratiques dépassés alors la démocratie disparaîtra.

Elle ne vit que par les citoyens. Si ces derniers ne sont plus là, alors la démocratie n'est plus là.

Et si je maintiens ma position sur le vote en ligne, ce n'est pas par fétichisme du numérique mais pour dire aux citoyens qui vivent à 90 % avec leur smartphone au quotidien que la démocratie doit s'adapter à leur façon de vivre.

Rien n'est immuable et il existe autant de manière d'organiser la démocratie et de voter que de culture, de pays, de traditions. Le champ des possibles est sans limite.

L'organisation du vote est une chose, le partage du pouvoir en est une autre.

Ma conviction est que la régionalisation est aussi une arme contre la désespérance démocratique.

Je nous encourage par la qualité de nos débats et de notre action à en faire la démonstration au cours de ce mandat.

Je vous remercie.